

le salariat. Une journée dans la Fonction publique.

5 NOVEMBRE

FRANCE

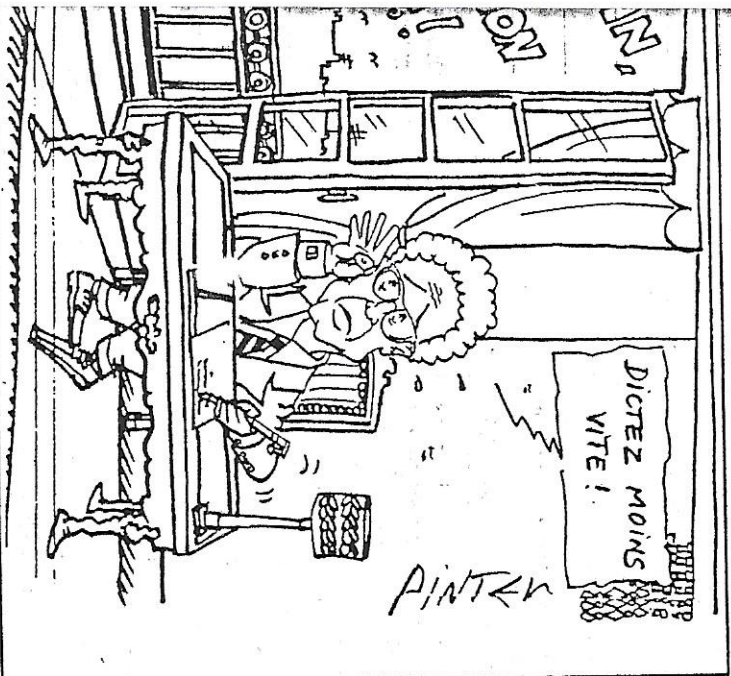
Manifestations des lycéens et des enseignants dans la plupart des villes de France. FO a lancé un mot d'ordre de grève de 24 heures le 14 novembre contre la CSG.

ISRAËL

Nouvelles explosions de violence dans la bande de Gaza, où l'action répressive de l'armée a provoqué plus de 300 blessés dans les rangs palestiniens.

A. G.

LIBRE



' MAUDITE SOIT LA GUERRE ! '

LA PAROLE A

GÉRARD QUEVAL
(LIMOGES)

CE cri de l'orphelin de bronze qui brandit le poing devant le monument aux morts de Gentoux, des millions d'hommes et de femmes à travers le monde le font leur alors que, de toutes parts, relentsent des bruits de boîtes et que de formidables armadas se mettent à pied d'œuvre.

Érigé en 1922, sur proposition du maire socialiste (SFIO) de l'époque, le monument se dresse dans cette petite commune du sud de la Creuse, située sur le plateau des Millervaches, à quelques kilomètres du camp militaire de la Courtrine où, en 1917, des soldats russes qui y étaient cantonnés et avaient décidé de soutenir la révolution d'Octobre furent massacrés. Il porte gravés, sans distinction de grade, les 58 noms des victimes de la grande boucherie capitaliste de 1914-1918.

C'est à son pied que se trouve la statue de bronze représentant un jeune orphelin du peuple, vêtu d'une longue blouse et des sabots traditionnels, le poing tendu et le regard fixé sur cette phrase gravée dans le granit : « *Maudite soit la guerre !* »

Ce monument est l'un des très rares, en France, qui condamnent la guerre de manière explicite. Monument sacrilège pour les tenants de l'ordre en place qui ont toujours refusé de l'inaugurer officiellement.

Or, depuis 1988, il est devenu un symbole.

Le 11 novembre, chaque année plus nombreux, les libres penseurs des fédérations de la Creuse, de la Corrèze et de la Haute-Vienne s'y rassemblent pour y déposer une gerbe et manifester dignement leur

antimilitarisme et leur opposition à toutes les guerres.

Ce rassemblement a toujours été distinct de la cérémonie « officielle », beaucoup plus modeste, organisée par la municipalité.

Devant le succès rencontré par cette manifestation, les trois fédérations de la Libre Pensée décidaient, en 1989, de constituer un « Comité laïque des amis du monument aux morts de Gentoux » sous la forme d'une association régie par la loi de 1901. En dépit des difficultés dues à l'opposition de certains élus et aux réticences de l'administration, l'avis de constitution parait finalement au *Journal officiel* le 6 février 1990.

Le 17 octobre, le président du Comité adresse une lettre au maire de Gentoux, élu socialiste, pour lui demander d'autoriser le rassemblement du 11 novembre (comme le faisaient chaque année auparavant les fédérations de la Libre Pensée du Limousin). Et... O stupéur, le maire refuse toute rencontre avec les représentants du comité. Mieux encore. Il défend ce qu'il avait autorisé les années précédentes. Le 16 octobre, il prend un arrêté inter-

disant la manifestation en invoquant la « nécessité du maintien de l'ordre public ». Dans une déclaration récente, le maire prétend que le rassemblement de 1989 avait « pris un caractère bruyant et un contenu politique tapageur ».

Qui pourra croire que la lecture d'un poème pacifiste et le chant d'un couplet de *L'Internationale* sont de nature à troubler l'ordre public ? A moins que les oreilles et la conscience des élus « socialistes » et « communistes » du conseil municipal soient écorchées par un chant dont, en d'autres temps, leurs prédécesseurs s'enorgueillissaient. Autres temps, autres mœurs ! Quoi qu'il en soit, face à cette décision scandaleuse, le Comité et les fédérations de la Libre Pensée du Limousin ont décidé de maintenir leur rassemblement.

Alors que le gouvernement « socialiste » Mitterrand-Rocard décide d'amplifier la présence militaire dans le Golfe, ce rassemblement pacifique, antimilitariste prend cette année encore plus de signification.

Au moment où le gouvernement veut imposer la CSG, où trois jours de budget du Golfe suffiraient pour créer 5 500 postes de surveillant dans les lycées, on peut comprendre l'attitude du maire qui, par son refus d'autoriser la manifestation, veut à tout prix soutenir la politique de Mitterrand-Rocard.

Les sections du MPPF de la Haute-Vienne s'associent à ce rassemblement et appellent tous les travailleurs, les jeunes, les démocrates et les organisations à participer à la manifestation.

Gérard Queval